

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/GC/M/6

20 septembre 1995

(95-2729)

CONSEIL GENERAL

31 juillet 1995

COMPTE RENDU DE LA REUNION

tenue au Centre William Rappard

le 31 juillet 1995

Président: M. K. Kesavapany (Singapour)

	<u>Page</u>
<u>Sommaire:</u>	
1. Accession de l'Equateur	2
- Rapport du Groupe de travail	2
2. Décision sur l'achèvement des négociations sur les liste concernant les marchandises et les services	5
a) Approbation de la liste de la Grenade concernant les marchandises	5
b) Approbation des listes du Qatar concernant les marchandises et les services	5
3. Règlement intérieur du Conseil du commerce des marchandises	5
4. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC	5
a) Système harmonisé - Demandes de prorogation de dérogations	5
i) Bangladesh	5
ii) Guatemala	5
iii) Israël	5
iv) Jamaïque	5
v) Maroc	5
vi) Sri Lanka	5
vii) Trinité-et-Tobago	5
b) Autres dérogations - Demande de prorogation	6
- Sénégal - Renégociation de la liste XLIX	6
5. Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC	6
6. Lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales conformément à l'article V:2 de l'Accord sur l'OMC	6

	<u>Page</u>
7. Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle	7
- Déclaration du Président	7
8. Brésil - Mesures de restrictions des importations d'automobiles	7
9. Cameroun - Ratification de l'Accord sur l'OMC	9
10. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales	9
1. <u>Accession de l'Equateur</u>	
- <u>Rapport du Groupe de travail</u> (WT/L/77 et Corr.1, Add.1, Add.1/Corr.1 et Corr.2 et Add.2)	

Le Président a rappelé qu'en octobre 1992, le Conseil des représentants du GATT de 1947 avait créé un Groupe de travail chargé d'examiner la demande d'accession de l'Equateur à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Par la suite, conformément à la décision relative aux demandes d'accession à l'OMC adoptée par le Conseil général de l'OMC le 31 janvier 1995¹, le Groupe de travail de l'accession au GATT de 1947 avait été transformé en un Groupe de travail de l'accession à l'OMC. Le Conseil était maintenant saisi du rapport du Groupe de travail (WT/L/77 et Corr.1, Add.1., Add.1/Corr.1 et Corr.2 et Add.2).

M. Manhusen (Suède), Président du Groupe de travail, a déclaré que conformément à la Décision ministérielle du 14 avril 1994 sur l'acceptation de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et l'accession audit accord, et à la décision adoptée par le Conseil général le 31 janvier 1995, la demande d'accession de l'Equateur à l'Accord général avait été transformée en une demande d'accession à l'OMC. Le Groupe de travail avait tenu plusieurs réunions en 1993, 1994 et 1995 afin d'examiner la demande de l'Equateur et de mener des négociations sur l'accès au marché pour les marchandises, notamment établir une liste relative aux produits agricoles, ainsi que pour les services. L'Addendum 1 du rapport du Groupe de travail reproduisait la partie de la Liste CXXXIII qui concernait les marchandises et l'Addendum 2, celle qui concernait les services. Ces documents avaient été approuvés *ad referendum* par le Groupe de travail à sa réunion du 10 juillet 1995. L'Appendice du rapport contenait un projet de Décision et un projet de Protocole d'accession de l'Equateur à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce. Conformément à la pratique suivie pour les accessions au GATT, le Protocole d'accession incluait les engagements souscrits par l'Equateur sur certaines questions spécifiques négociés au Groupe de travail. L'Equateur serait le premier pays à devenir Membre de l'OMC conformément à l'article XII de l'Accord sur l'OMC. L'intervenant s'est félicité de l'ouverture d'esprit, de la volonté de coopération et de la souplesse dont les Membres et l'Equateur avaient fait preuve au cours de négociations ardues dans des domaines où ils avaient souvent fait oeuvre de pionniers.

Le Président a déclaré qu'aux termes de l'article XII de l'Accord sur l'OMC, les décisions relatives à l'accession devaient être prises à une majorité des deux tiers des Membres. Puisque les Membres présents à la réunion en cours n'étaient pas suffisamment nombreux, la décision sur cette question devait faire l'objet d'un vote par correspondance. Conformément à l'annexe 1 du règlement intérieur du Conseil général, les votes devraient avoir été reçus dans un délai ne dépassant pas 30 jours à compter de la distribution des bulletins de vote. Le Président a donc invité les délégations à faire

¹ Voir WT/GC/M/1, point 4 g).

parvenir leur vote pour le 31 août 1995 inclus. Les représentants habilités à voter au nom de leur gouvernement étaient invités à le faire à la clôture de la réunion en cours. Des bulletins de vote seraient envoyés par courrier aux Membres qui n'étaient pas représentés à la réunion.

Le représentant de l'Equateur, parlant en qualité d'observateur, a rappelé qu'en 1948, son pays avait été l'un des 53 signataires de l'Acte final de La Havane qui prévoyait l'institution d'une Organisation internationale du commerce (OIC) mais 46 ans s'étaient écoulés avant la naissance de l'OMC, troisième pilier du système de Bretton Woods. Il avait fallu 47 ans pour que l'Equateur rejoigne finalement la famille du GATT, mettant ainsi fin à une période d'isolation incompatible avec la mondialisation actuelle de l'économie, et devienne le premier nouveau Membre de l'OMC. Le représentant a fait observer que dans les années 50, l'Amérique latine était à l'origine de 12,5 pour cent des exportations mondiales alors que dans les années 90, cette part était tombée à 3,5 pour cent. A la suite des ajustements de structure lancés dans les années 80 sous l'effet de la crise de la dette, les niveaux de droits dans la région dépassaient maintenant à peine 10 pour cent alors qu'ils étaient de 50 pour cent environ dans les années 80. L'Equateur, comme les pays voisins, avait lui-même décidé de libéraliser son commerce sans négocier de compensations et, au niveau régional, une zone de quasi-libre-échange avait été créée avec la conclusion d'une trentaine d'accords commerciaux. Il était devenu essentiel pour l'Equateur d'accéder à l'OMC, objectif que son gouvernement avait bien compris. Au cours des trois années qu'avaient duré les négociations, cet objectif prioritaire avait pris encore plus d'importance étant donné que le principal produit d'exportation de l'Equateur avait été soumis à un traitement gravement discriminatoire. Bien que l'Equateur soit le principal fournisseur mondial de ce produit, il faisait l'objet d'une discrimination sous prétexte qu'il n'était pas membre du GATT. Il était donc particulièrement important pour l'Equateur de devenir membre du GATT, surtout maintenant que celui-ci avait été remplacé par l'OMC, qui donnait des possibilités d'accès à de vastes marchés internationaux, et de signer ses accords multilatéraux qui, pour la première fois à l'échelon mondial, offraient un cadre général de garanties pour le commerce des biens et services, les droits de propriété intellectuelle et les mesures concernant les investissements et liées au commerce. Accorder à l'Equateur le statut de Membre à part entière de l'OMC faisait peser une lourde responsabilité sur les secteurs privé et public du pays, qui devaient s'efforcer de tirer parti de ce statut. L'Equateur était fermement convaincu de l'utilité du processus de négociation pour l'accession à l'OMC car le Groupe de travail avait joué son rôle scrupuleusement et, même s'il s'était parfois montré très rigoureux, c'était précisément pour éviter à l'Equateur de faire la même erreur que les grands pays commerçants dont les systèmes présentaient des lacunes structurelles préjudiciables au commerce mondial. Le démantèlement de ces obstacles devrait être la première priorité de l'OMC, notamment dans le secteur agricole. Enfin, le représentant a remercié le Directeur général et le Secrétariat de l'assistance qu'ils avaient apportée à l'Equateur pendant les négociations.

Les représentants d'une grande majorité de Membres - notamment Argentine, Australie, Bolivie, Brésil, Canada, Communautés européennes, Corée, Cuba, Egypte, Guatemala, Honduras, Hong Kong, Inde, Indonésie, Jamaïque, Japon, Malaisie, Mexique, Nicaragua, Pakistan, Pérou, Philippines, République tchèque, Roumanie et Uruguay - ont souhaité qu'il soit inscrit au compte rendu qu'ils accueillaient avec satisfaction et approuvaient l'accession de l'Equateur.

Le représentant du Venezuela a déclaré que son pays se félicitait de l'accession de l'Equateur à l'OMC. L'Equateur était un membre important du Groupe andin et les deux pays appliquaient de concert certains instruments importants de politique commerciale ainsi que le Tarif extérieur commun. L'accession de l'Equateur était une étape majeure du processus de libéralisation du commerce extérieur de ce pays et montrait une nouvelle fois l'importance que les pays andins attachaient au système commercial multilatéral. Le Venezuela était convaincu que la participation de l'Equateur à l'OMC serait constructive et essentielle.

Le représentant des Communautés européennes s'est félicité de cette étape décisive. La Communauté avait fait tous les efforts possibles pour mener à bien ses procédures internes. Cette organisation, puisqu'il lui fallait devenir une véritable organisation mondiale du commerce, était parvenue à trouver une façon de régler la question dans les délais requis. La Communauté était heureuse que l'Equateur devienne Membre de l'OMC et considérait qu'il s'agissait d'un événement majeur vu l'importance de ce pays dans la région latino-américaine, avec laquelle la Communauté avait des échanges commerciaux substantiels. Celle-ci se félicitait donc de cet événement ainsi que de l'expansion de l'OMC.

Le représentant de la Malaisie, parlant au nom des pays membres de l'ANASE, s'est félicité de l'accession de l'Equateur et espérait que les pays de l'ANASE parviendraient à développer régulièrement leur commerce avec ce pays. Malgré leur éloignement, les pays de l'ANASE avaient l'espoir d'atteindre cet objectif.

Le représentant de la Colombie s'est félicité de l'accession de l'Equateur qui, grâce aux engagements souscrits lors des négociations sur l'accession, avait pris un excellent départ dans sa participation au système commercial multilatéral. La Colombie était convaincue que l'Equateur serait un membre actif et aiderait à renforcer le processus multilatéral de libéralisation.

Le Président a déclaré qu'au cours des consultations menées sur cette question, une divergence de vues était apparue entre les Membres quant à l'applicabilité des articles IX et XII de l'Accord sur l'OMC. Certains Membres estimaient que l'article XII:2 devrait s'appliquer car il y était clairement indiqué que les modalités d'accession devaient être approuvées à une majorité des deux tiers des Membres. L'article IX établissait, toutefois, une condition préalable, selon laquelle les décisions devaient être prises par consensus. Le Président estimait donc que cette question devrait faire l'objet d'un examen approfondi en temps voulu, après les vacances d'été.

Le Conseil général a approuvé le texte du projet de Protocole d'accession et celui du projet de Décision, est convenu que le projet de Décision ferait l'objet d'un vote par correspondance, a adopté le rapport du Groupe de travail (WT/L/77 et Corr.1, Add.1, Add.1/Corr.1 et Corr.2 et Add.2) et a pris note des déclarations et du soutien qui avait été exprimé.

Le représentant de l'Argentine a déclaré que son pays se félicitait de l'accession de l'Equateur et de l'aboutissement du long processus de négociation. A propos de la déclaration du Président concernant les différentes interprétations des délégations quant aux méthodes de prise de décisions, il n'était pas opposé à l'idée d'organiser des consultations afin de dissiper les doutes que les délégations pourraient avoir sur cette question. L'Argentine souhaitait toutefois indiquer que l'approche adoptée à la réunion en cours au sujet de l'accession de l'Equateur était pleinement conforme à l'article XII:2 de l'Accord sur l'OMC; celui-ci ne faisait que perpétuer la pratique suivie au GATT, qu'il conviendrait de maintenir à l'avenir.

Le représentant du Mexique a appuyé la déclaration de l'Argentine.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

2. Décision sur l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/L/30)

- a) Approbation de la liste de la Grenade concernant les marchandises
- b) Approbation des listes du Qatar concernant les marchandises et les services

Le Président a rappelé que les pays visés par la Décision sur l'achèvement des négociations sur les listes concernant les marchandises et les services (WT/L/30), à savoir Emirats arabes unis, Grenade, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Qatar et Saint-Kitts-et-Nevis, avaient un délai supplémentaire pour achever leurs négociations. Les Emirats arabes unis, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et Saint-Kitts-et-Nevis n'avaient pas encore mené à bien ce processus. Pour ce qui était de la Grenade, sa liste sur les services avait déjà été approuvée à Marrakech. Sa liste sur les marchandises avait été vérifiée et transmise pour approbation au Conseil général. Quant au Qatar, sa liste sur les services avait été vérifiée et la vérification de sa liste sur les marchandises s'était terminée récemment. Le Président proposait donc que le Conseil général approuve la liste de la Grenade concernant les marchandises et les listes du Qatar concernant les marchandises et les services. Il était entendu que l'approbation des listes de la Grenade et du Qatar ne signifiait pas que le processus d'accession de ces pays à l'Accord sur l'OMC était achevé car la question des prescriptions relatives aux instruments d'accession, pour tous les pays auxquels s'appliquait la Décision reproduite dans le document WT/L/30, faisait encore l'objet de consultations.

Le Conseil général a approuvé la liste de la Grenade concernant les marchandises et les listes du Qatar concernant les marchandises et les services, compte tenu des précisions que le Président venait de formuler.

3. Règlement intérieur du Conseil du commerce des marchandises (G/C/W/2 et Add.1)

Le Président a rappelé que le Conseil du commerce des marchandises avait approuvé le règlement intérieur reproduit dans le document G/C/W/2 et l'avait transmis pour approbation au Conseil général à sa réunion du 31 mai. Il avait toutefois fallu engager des travaux supplémentaires au sujet de l'application de la règle 33 et des consultations informelles avaient eu lieu. Il semblait maintenant qu'avec les dispositions reproduites dans le document G/C/W/2/Add.1, les Membres étaient en mesure d'accepter le règlement intérieur du Conseil du commerce des marchandises et celui-ci pourrait être approuvé par le Conseil général.

Le Conseil général a approuvé le règlement intérieur du Conseil du commerce des marchandises (G/C/W/2 et Add.1) et est convenu que puisque la question relative à la règle 33 se posait aussi pour le règlement intérieur du Conseil des ADPIC et du Conseil du commerce des services, la solution adoptée pour le Conseil du commerce des marchandises serait signalée à l'attention des deux autres Conseils sectoriels.

4. Dérogations au titre de l'article IX de l'Accord sur l'OMC

- a) Système harmonisé - Demandes de prorogation de dérogations
 - i) Bangladesh (G/L/8, G/C/W/9/Rev.1)
 - ii) Guatemala (G/L/12, G/C/W/13/Rev.1)
 - iii) Israël (G/L/14, G/C/W/15/Rev.1)
 - iv) Jamaïque (G/L/9, G/C/W/10/Rev.1)
 - v) Maroc (G/L/11, G/C/W/12/Rev.1)
 - vi) Sri Lanka (G/L/10, G/C/W/11/Rev.1)
 - vii) Trinité-et-Tobago (G/L/13, G/C/W/14/Rev.1)

- b) Autres dérogations - Demande de prorogation
- Sénégal - Renégociation de la Liste XLIX (G/L/7, G/C/W/8/Rev.1)

Le Président a appelé l'attention des participants sur les communications du Bangladesh, du Guatemala, d'Israël, de la Jamaïque, du Maroc, de Sri Lanka, de la Trinité-et-Tobago et du Sénégal, concernant les demandes de prorogation de dérogation présentées par les gouvernements de ces pays.

M. Endo (Japon), Président du Conseil du commerce des marchandises, a indiqué qu'à sa réunion du 3 juillet, le Conseil du commerce des marchandises avait approuvé les prorogations de dérogation d'une durée de six mois demandées par le Bangladesh, Israël, le Maroc, le Sénégal et Sri Lanka et avait transmis au Conseil général, pour adoption, les projets de décision accordant au gouvernement de chacun de ces pays une prorogation de dérogation de six mois. A sa réunion tenue dans la matinée, le Conseil du commerce des marchandises avait approuvé les prorogations de dérogation d'une durée de six mois demandées par le Guatemala, la Jamaïque et la Trinité-et-Tobago et avait transmis au Conseil général, pour adoption, les projets de décision accordant au gouvernement de chacun de ces pays une prorogation de dérogation de six mois. A propos de la demande du Pakistan, il n'avait pas été possible de parvenir à un consensus concernant la durée de la prorogation à accorder et il avait été convenu que l'intervenant poursuivrait ses consultations à ce sujet et en rendrait compte à la prochaine réunion du Conseil du commerce des marchandises.

Le Conseil général a pris note du rapport, a approuvé le texte des projets de décision reproduits dans les documents G/C/W/9/Rev.1, G/C/W/13/Rev.1, G/C/W/15/Rev.1, G/C/W/10/Rev.1, G/C/W/12/Rev.1, G/C/W/11/Rev.1, G/C/W/14/Rev.1 et G/C/W/8/Rev.1 et est convenu que ces projets de décision feraient l'objet d'un vote par correspondance.

Le représentant de l'Argentine, parlant au nom du Groupe informel des pays en développement, s'est déclaré préoccupé par la façon dont il avait été donné suite à la demande de prorogation de dérogation présentée par le Pakistan. Bien que l'Argentine soit convaincue qu'il fallait appliquer strictement les dispositions de l'Accord général, elle estimait que le cas présent, qui avait trait à l'octroi d'une dérogation autorisée par l'Accord général, devait être traité de façon à permettre au Pakistan de respecter pleinement les obligations qui lui incombait au titre de l'Accord général.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

5. Procédures de distribution et de mise en distribution générale des documents de l'OMC
et
6. Lignes directrices pour les arrangements concernant les relations avec les organisations non gouvernementales conformément à l'article V:2 de l'Accord sur l'OMC

Le Président a rappelé que ces questions avaient fait l'objet de consultations informelles approfondies. Ces consultations avaient montré que certaines délégations souhaitaient un délai supplémentaire pour réfléchir à la question de la mise en distribution générale des documents de l'OMC. D'autres avaient estimé que la question des organisations non gouvernementales ne pouvait être réglée tant qu'une décision n'avait pas été prise au sujet de la mise en distribution générale plus rapide des documents de l'OMC. Le Président a donc proposé que ces délégations disposent de plus de temps pour arrêter leur position sur les questions susmentionnées. Il a aussi proposé que de nouvelles consultations informelles soient organisées sur ces deux questions et que le Conseil général revienne sur ces points à sa prochaine réunion.

Le Conseil général en est ainsi convenu.

7. Préparatifs en vue de la Conférence ministérielle
- Déclaration du Président

Le Président a déclaré qu'après les vacances d'été, la Conférence ministérielle de Singapour se tiendrait dans moins de 15 mois. En outre, puisque ce serait la première Conférence ministérielle de l'OMC, elle devrait revêtir une importance particulière et servirait de modèle par la suite. Il faudrait donc apporter plus de soin à son organisation.

Un comité directeur, composé de tous les organes compétents et établi à Singapour, s'occupait des aspects logistiques de la Conférence, c'est-à-dire installations de conférence, hébergement en hôtel, transports et communications. Une équipe de l'OMC qui s'était rendue à Singapour le mois précédent avait rencontré les membres de ce comité et le Directeur général avait déclaré que l'équipe, à son retour, lui avait fait part de sa satisfaction devant les progrès accomplis.

Quant aux travaux à entreprendre à Genève, le Président estimait que les Membres et le Secrétariat devaient eux aussi commencer leurs préparatifs. Il souhaitait à cet égard présenter aux délégations certaines réflexions sur ce sujet, afin que celui-ci puisse être étudié de façon approfondie en automne. Selon lui, deux questions essentielles se posaient. L'une avait trait au type d'organe préparatoire qu'il faudrait instituer. L'autre concernait la personne qui présiderait cet organe. A propos de la première question, le Président estimait que l'organe devrait être créé à titre provisoire et s'occuper uniquement des préparatifs de la Conférence, à l'issue de laquelle il serait dissous. Ce seraient les organes permanents de l'OMC qui seraient chargés de la mise en oeuvre des résultats de la Conférence. L'organe préparatoire serait responsable devant le Conseil général et lui rendrait compte de l'état d'avancement de ses travaux; ceux-ci devraient s'appuyer sur les rapports et les recommandations des différents conseils et comités de l'OMC et de leurs organes subsidiaires. Ses fonctions ne devraient pas faire double emploi avec celles des organes permanents de l'OMC. Cet organe provisoire proposé pourrait prendre le nom de "Comité préparatoire de la Conférence ministérielle de Singapour". Quant à son président, il devrait pouvoir être impartial et tenir compte des intérêts de tous les Membres. Il devrait aussi veiller à ce que la participation aux préparatifs soit ouverte à tous et transparente. Le Président ne voyait qu'un seul candidat capable de répondre à tous ces critères et il était sûr que les préférences des délégations coïncidaient avec la sienne. Il avait l'intention de discuter de ces questions et d'autres questions connexes après les vacances d'été.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

8. Brésil - Mesures de restriction des importations d'automobiles

Le représentant des Etats-Unis, intervenant au titre des "Autres questions", a déclaré que son pays avait pris note de la décision du Brésil, mentionnée dans le document WT/BOP/N/4 daté du 17 juillet, d'invoquer l'article XVIII:B du GATT de 1994 au sujet des restrictions quantitatives à l'importation d'automobiles mises en place le 13 juin 1995. Son gouvernement restait préoccupé par les incidences économiques de ces restrictions ainsi que par les conséquences qu'elles pourraient avoir, vu la façon dont les dispositions relatives à la balance des paiements étaient utilisées, sur l'intégrité du système de l'OMC. Les Etats-Unis avaient étudié les renseignements fournis par le Brésil au sujet de ces mesures compte tenu de toutes les dispositions pertinentes de l'Accord sur l'OMC et regrettaient que le Brésil n'ait pas été en mesure de préciser avant les vacances d'été certains aspects de sa notification. Le gouvernement des Etats-Unis attendait avec intérêt les consultations que le Brésil devait engager sur ces mesures avec le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements conformément au paragraphe 6 du Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Des consultations approfondies avec le Comité devaient avoir lieu au plus tard quatre mois après l'adoption des mesures, c'est-à-dire, dans le cas présent, le 13 octobre 1995.

au plus tard. Les Etats-Unis attendaient de recevoir une communication du Secrétariat indiquant la date fixée, dans ce délai, pour les consultations, auxquelles ils avaient l'intention de participer activement.

Le représentant de la Corée a déclaré que cette question présentait aussi un intérêt substantiel pour son pays et que celui-ci surveillait de près les nouvelles restrictions appliquées par le Brésil aux importations d'automobiles afin de faire en sorte qu'il ne soit pas porté atteinte à ses intérêts légitimes dans le cadre de l'OMC. Puisque le Brésil avait invoqué des raisons relatives à la balance des paiements pour justifier ces mesures, la Corée priait le Président du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements d'engager, le plus tôt possible, des consultations au titre du paragraphe 12 a) de l'article XVIII, afin que les mesures prises par le Brésil puissent faire l'objet d'un examen complet. L'intervenant a rappelé que conformément au Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements, les consultations devaient avoir lieu au plus tard quatre mois après l'adoption des mesures. La Corée souhaitait réserver ses droits dans le cadre de l'OMC, notamment s'agissant des procédures prévues à l'article XXII.

Le représentant du Japon a fait part de la préoccupation de son gouvernement devant l'adoption de mesures de restriction des importations par le Brésil. Comme les Etats-Unis et la Corée, le Japon estimait qu'il faudrait engager des consultations au titre du paragraphe 6 du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements le plus rapidement possible et, en tout état de cause, dans le délai de quatre mois qui y était prévu.

Le représentant des Communautés européennes a déclaré que la Communauté était elle aussi préoccupée par la mise en place des mesures de restriction des importations par le Brésil et par la notification présentée récemment par ce pays dans le document WT/BOP/N/4. La Communauté, comme les pays qui s'étaient exprimés précédemment, attendait avec intérêt les consultations que le Comité devrait engager dès que possible.

Le représentant du Mexique a déclaré que son pays souhaiterait participer aux consultations engagées afin d'examiner les mesures de restriction des importations adoptées par le Brésil concernant les automobiles, sans préjudice toutefois de ses autres droits dans le cadre de l'OMC.

Le représentant du Canada a déclaré, comme les intervenants précédents, que son pays était aussi préoccupé par les mesures de restriction des importations adoptées par le Brésil et attendait avec intérêt les consultations engagées avec le Brésil sur cette question.

Le représentant du Brésil a déclaré que son pays était fermement attaché aux principes de transparence inscrits dans la Décision de 1979 et dans la Décision du Cycle d'Uruguay sur les procédures de notification. Le Brésil s'efforçait de respecter ces principes depuis la publication de la Mesure provisoire n° 1024 en date du 14 juin 1995. Ainsi, le 27 juin, il avait notifié à l'OMC l'adoption de cette Mesure provisoire.² Le 3 juillet, à la réunion du Conseil du commerce des marchandises, il avait eu la possibilité d'exposer les raisons économiques pour lesquelles la mesure avait été adoptée. A cette occasion, certaines délégations lui avaient demandé de justifier juridiquement l'adoption de la mesure. Le 13 juillet, le Brésil avait indiqué aux Membres de l'OMC, dans le document WT/BOP/N/4, qu'il avait adopté la Mesure provisoire n° 1024 pour des raisons relatives à la balance des paiements, comme il était prévu à l'article XVIII:B du GATT de 1994. Le 21 juillet, il avait été informé que les Etats-Unis et la Corée avaient demandé des éclaircissements sur certains aspects des notifications. Le 24 juillet, il avait participé à une réunion informelle concernant les dates auxquelles le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements pourrait examiner les aspects à éclaircir. Il avait alors demandé à savoir quels seraient les points à éclaircir lors de la réunion d'examen en

²WT/L/73.

septembre. A de nombreuses reprises, le Brésil avait insisté sur la nature de la Mesure provisoire n° 1024. Cette mesure devait recevoir l'approbation du Congrès. Celui-ci l'examinerait en août et pourrait alors l'approuver ou non ou pourrait la modifier. Si la mesure était approuvée, un décret serait nécessaire pour que la plupart de ses articles puissent entrer en vigueur. Le Brésil avait aussi eu l'occasion de fournir: i) une justification quant aux raisons pour lesquelles des mesures fondées sur les prix n'étaient pas un instrument adéquat pour faire face à la situation de la balance des paiements; ii) des renseignements sur la façon dont il veillerait à administrer les restrictions d'une manière transparente; iii) une justification des critères utilisés pour déterminer quels produits étaient soumis à restriction; iv) des renseignements sur la façon dont les restrictions seraient appliquées afin d'éviter de léser inutilement les intérêts commerciaux ou économiques de tout autre Membre de l'OMC. Malgré toute l'incertitude que supposait l'examen de la mesure par le Congrès, le Brésil établissait la documentation nécessaire aux consultations que le Comité pourrait décider d'engager dans le délai prévu par le Mémoire d'accord sur les dispositions relatives à la balance des paiements. Il fallait, dans le cadre de ces préparatifs, organiser une réunion interministérielle dans la capitale et arrêter la composition de la délégation qui participerait aux consultations. Le Brésil était conscient des engagements qu'il avait pris en tant que Membre de l'OMC et respecterait ses obligations selon les règles.

M. Witt (Allemagne), Président du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, a déclaré qu'il restait en contact avec le Secrétariat et toutes les délégations intéressées afin de fixer la date des consultations mentionnées par de nombreuses délégations à la réunion en cours.

Le Conseil général a pris note des déclarations.

9. Cameroun - Ratification de l'Accord sur l'OMC

Le représentant du Cameroun, intervenant au titre des "Autres questions", a informé le Conseil général que son pays avait récemment achevé ses procédures internes de ratification de l'Accord sur l'OMC et que l'instrument de ratification serait bientôt déposé auprès du Secrétariat.

Le Conseil général a pris note de la déclaration.

10. Statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales

Le Président, intervenant au titre des "Autres questions", a rappelé que conformément aux arrangements provisoires concernant le statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales approuvés lors d'une réunion informelle des Chefs de délégations le 16 mars, et comme le Conseil général l'avait décidé à sa réunion du 31 mai, les organisations suivantes avaient été invitées à assister à la réunion en cours en qualité d'observateurs: Organisation des Nations Unies, CNUCED, FMI, Banque mondiale, FAO, OMPI et OCDE. Pour lui, il était entendu que dans l'attente d'un accord sur les lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations internationales, les organisations précitées seraient aussi invitées à la prochaine réunion.

Le Conseil général a pris note de ces renseignements.